

L'arrêté des comptes nationaux de l'année 2015 fait ressortir une hausse du rythme de croissance de l'économie nationale, se situant à 4,5% au lieu de 2,6% en 2014. Cette évolution est le résultat d'une forte augmentation de la valeur ajoutée de l'activité agricole et d'un rythme d'accroissement modéré des activités non agricoles. La croissance économique a été significativement tirée par la demande extérieure au moment où la demande intérieure a marqué un net ralentissement de son rythme d'augmentation. Le besoin de financement de l'économie, de son côté, s'est nettement allégé dans un contexte de maîtrise de l'inflation.

Un rythme de croissance économique en amélioration
La valeur ajoutée agricole en volume a augmenté de 12,8%, contre une baisse de 2,2% en 2014, alors que celle des activités non agricoles a enregistré un accroissement de 1,9% au lieu de 2,5% une année auparavant.

Compte tenu de l'augmentation des impôts nets des subventions sur les produits de 15,8%, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) a été de 4,5% en 2015 au lieu de 2,6% en 2014.

Aux prix courants, le PIB s'est accru de 6,3% dégageant ainsi une hausse du niveau général des prix de 1,7% au lieu de 0,3%.

Une faible contribution de la demande intérieure à la croissance du PIB

La demande intérieure, en volume, a enregistré une faible hausse de 0,9% en 2015 au lieu de 1,2% en 2014 et sa contribution à la croissance du PIB a été de 1 point au lieu de 1,3 point l'année précédente.

Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 2,4% contre 3,5% en 2014 contribuant ainsi pour 1,1 point à la croissance.

De son côté, la consommation finale des administrations publiques (APU) a enregistré un taux de croissance quasi identique à celui de 2014 soit 1,9%, contribuant ainsi pour 0,4 point à la croissance.

La formation brute de capital fixe, pour sa part, a enregistré une croissance positive de 1,5% au lieu d'un recul de 2,1% l'année précédente, avec une contribution à la croissance de l'ordre de 0,5 point.

Une forte contribution des échanges extérieurs à la croissance

Les exportations de biens et services ont augmenté de 6% en volume en 2015 au lieu de 8,4% en 2014, alors que les importations ont enregistré une baisse de 3,1% au lieu d'une augmentation de 3,3%. De ce fait, les échanges extérieurs nets ont contribué positivement à la croissance économique, avec 3,5 points au lieu de 1,2 point l'année précédente.

Un net recul du besoin de financement

Avec une croissance du PIB, aux prix courants, de l'ordre de 6,3% et une baisse des revenus nets en provenance du reste du monde de l'ordre de 7,4%, le revenu national brut disponible s'est accru de 5,5% au lieu de 2,8% en 2014.

L'accroissement de la consommation finale nationale étant de 2,6% (2,6% pour les ménages, 2,7% pour les APU et 10,5% pour les Institutions Sans but Lucratif au Services des Ménages), l'épargne nationale brute a été en amélioration, passant de 26,4% du PIB en 2014 à 28,3% en 2015.

L'investissement brut (FBCF et variation de stocks) a représenté 30,2% du PIB en 2015 au lieu de 32,2% en 2014, et a été financé à hauteur de 93,6% par l'épargne nationale brute contre 82,1% en 2014. Le besoin de financement de l'économie nationale a nettement reculé, passant de 5,8% du PIB en 2014 à 1,9% en 2015.

Evolution des principaux agrégats

Opérations	2013	2014	2015
Décomposition du PIB			
Croissance annuelle en % (aux prix de l'année précédente)			
Produit intérieur brut (PIB)	4,5	2,6	4,5
Valeur ajoutée totale aux prix de base	3,7	1,9	3,2
Agriculture	17,2	- 2,2	12,8
Hors agriculture	1,8	2,5	1,9
Impôts sur les produits nets des subventions	14,6	9,7	15,8
Produit intérieur brut non agricole (*)	2,9	3,2	3,5
Demande			
Dépenses de consommation finale des ménages	3,2	3,5	2,4
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	4,2	1,8	1,9
Dépenses de consommation finale des ISBL	1,9	14,0	8,5
Formation brute de capital fixe	- 0,5	- 2,1	1,5
Importations de biens et services	- 0,1	3,3	- 3,1
Exportations de biens et services	0,0	8,4	6,0

Décomposition du PIB	Aux prix courants (en millions de DH)		
Produit intérieur brut	897 923	923 696	982 223
Valeur ajoutée totale aux prix de base	818 413	829 028	868 178
Agriculture	112 195	99 084	115 728
Hors agriculture	706 218	729 944	752 450
Impôts sur les produits nets des subventions	79 510	94 668	114 045
Produit intérieur brut non agricole (*)	785 728	824 612	866 495
Demande			
Dépenses de consommation finale des ménages	533 903	553 287	567 535
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	178 390	183 841	188 720
Dépenses de consommation finale des ISBL	4 242	4 923	5 439
Formation brute de capital fixe	276 496	274 028	281 492
Importations de biens et services	424 205	432 700	413 368
Exportations de biens et services	294 318	317 129	336 846
Revenu national brut disponible (RNBD)	958 628	985 917	1 039 809
Epargne nationale brute (ENB)	242 174	243 866	278 115
Besoin de financement	69 183	53 331	18 927

Quelques ratios économiques	En %		
PIB par habitant (en dirham)	27 251	27 735	29 184
RNBD par habitant (en dirham)	29 093	29 604	30 895
Dépenses de consommation finale des ménages/PIB	59,9	59,9	57,8
Dépenses de consommation finale des APU/PIB	19,9	19,9	19,2
Dépenses de consommation finale des ISBL/PIB	0,5	0,5	0,6
Exportations de biens et services/PIB	32,8	34,3	34,3
Importations de biens et services/PIB	47,2	46,8	42,1
Taux d'investissement (FBC/PIB)	34,7	32,2	30,2
Taux d'épargne nationale (ENB/PIB)	27,0	26,4	28,3
Besoin de financement/PIB	- 7,7	- 5,8	- 1,9

(*) Valeur ajoutée hors agriculture augmentée des impôts sur les produits nets des subventions.

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@hcp.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Resultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages Premier trimestre 2016.....	3
Comptes nationaux de 2015.....	4



Repères statistiques

BULLETIN MENSUEL

PRIX

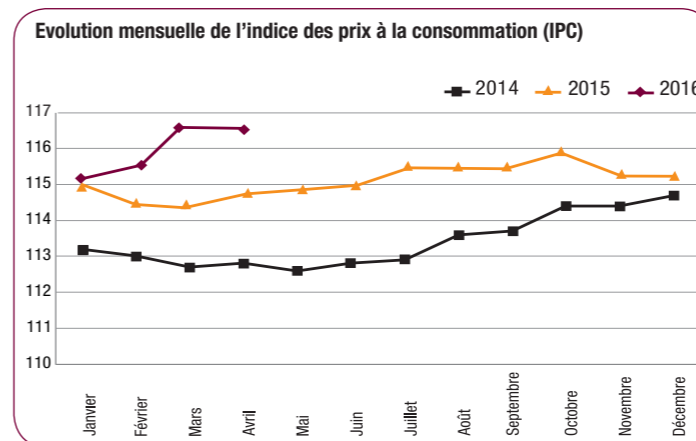
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois d'avril 2016, une baisse de 0,1% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la baisse de 0,4% de l'indice des produits alimentaires et de la hausse de 0,3% de l'indice des produits non alimentaires. Comparé au même mois de

l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,6% au cours du mois d'avril 2016.

Le taux d'accroissement de l'indice moyen des quatre premiers mois de 2016, par rapport à celui de la même période de 2015, s'établit à +1,1%.



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES QUATRE PREMIERS MOIS		
	MARS 2016	AVRIL 2016	VAR.%	2015	2016	VAR. %
Produits alimentaires	126,2	125,7	- 0,4	122,4	124,7	1,9
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	126,4	125,9	- 0,4	122,6	124,9	1,9
Boissons alcoolisées et tabac	122,7	122,7	0,0	118,3	122,7	3,7
Produits non alimentaires	109,7	110,0	0,3	109,2	109,7	0,5
Articles d'habillement et chaussures	113,9	113,9	0,0	112,6	113,9	1,2
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	113,8	113,8	0,0	112,6	113,8	1,1
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	108,9	109,0	0,1	108,5	108,9	0,4
Santé	104,3	104,3	0,0	104,1	104,3	0,2
Transport	107,3	108,3	0,9	108,5	107,4	- 1,0
Communication	59,5	59,5	0,0	59,5	59,5	0,0
Loisirs et culture	97,4	98,1	0,7	96,3	97,5	1,2
Enseignement	141,4	141,4	0,0	138,5	141,4	2,1
Restaurants et hôtels	124,2	124,4	0,2	121,5	124,2	2,2
Biens et services divers	114,2	114,2	0,0	113,9	114,2	0,3
Indice général	116,6	116,5	- 0,1	114,7	116,0	1,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES QUATRE PREMIERS MOIS		
	MARS 2016	AVRIL 2016	VAR.%	2015	2016	VAR. %
Agadir	114,8	114,9	0,1	112,6	114,1	1,3
Casablanca	118,7	118,8	0,1	117,3	118,3	0,9
Fès	116,1	116,3	0,2	114,8	115,8	0,9
Kénitra	115,3	115,3	0,0	114,3	114,7	0,3
Marrakech	116,4	116,8	0,3	114,5	116,0	1,3
Oujda	114,7	114,5	- 0,2	114,0	114,2	0,2
Rabat	115,0	114,7	- 0,3	112,5	114,3	1,6
Tétouan	115,7	115,3	- 0,3	113,7	114,9	1,1
Meknès	120,3	119,7	- 0,5	117,0	119,3	2,0
Tanger	119,1	118,6	- 0,4	116,2	118,2	1,7
Laâyoune	115,3	115,8	0,4	114,4	115,2	0,7
Dakhla	116,8	116,7	- 0,1	114,8	116,3	1,3
Guelmim	115,3	116,1	0,7	113,8	115,2	1,2
Settat	115,7	115,7	0,0	113,5	114,8	1,1
Safi	111,2	110,5	- 0,6	110,5	110,8	0,3
Beni-Mellal	115,2	115,1	- 0,1	113,3	114,3	0,9
Al-Hoceima	117,7	118,8	0,9	114,8	116,7	1,7
Ensemble	116,6	116,5	- 0,1	114,7	116,0	1,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois d'avril de l'année 2016, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les baisses les plus importantes à Safi avec 0,6%, à Meknès avec 0,5%, à Tanger avec 0,4% et à Rabat et Tétouan avec 0,3%. En revanche, des hausses ont été enregistrées à Agadir, Marrakech et Dakhla avec 1,3% ; et les moins importantes à Oujda avec 0,2% et à Kénitra et Safi avec 0,3%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des quatre premiers mois de 2016 par rapport à la même période de 2015 les hausses les plus importantes à Meknès avec 2,0%, à Tanger et Al-Hoceima avec 1,7%, à Rabat avec 1,6% et à Agadir, Marrakech et Dakhla avec 1,3% ; et les moins importantes à Safi avec 0,3%.

Evolution des variations interannuelles de 2014 à 2016

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	AVRIL/AVRIL (1)	LES QUATRE PREMIERS MOIS (2)
2014	0,4	0,4
2015	1,7	1,6
2016	1,6	1,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.
(2) Variation de l'indice moyen des quatre premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	2014	2015*	VAR.%
Forêts			
Exploitation forestière: Production			
Bois d'œuvre (en 1000 m3)	38	131	244,7
Bois d'industrie (en 1000 m3)	208	346	66,3
Bois de feu (en 1000 stères)	217	409	88,5
Liège de coupe (1000 stères)	2	0,8	-62,0
Liège de reproduction (1000 stères)	126	91	-27,8
Liège de mâle (1000 stères)	...	15	

Source : Haut-Commissariat des Eaux et Forêts et de la Lutte contre la Désertification.

	Situation de janvier à Mars		
	2015	2016*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (GWh)	6 958	7 078	1,7
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	1 016	...	
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	3 523	3 732	5,9

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

	Situation de janvier à Avril		
(En millions de dirhams)	2015*	2016*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	103 980	108 598	4,4
Biens	62 646	64 826	3,5
Services	41 334	43 772	5,9
dont : voyages	15 889	16 936	6,6
Importations	132 164	137 638	4,1
Biens	107 477	113 774	5,9
Services	24 687	23 864	-3,3
Solde commercial	-28 184	-29 040	
Taux de couverture (en %)	78,7	78,9	
Recettes M.R.E.	18 667	19 417	4,0

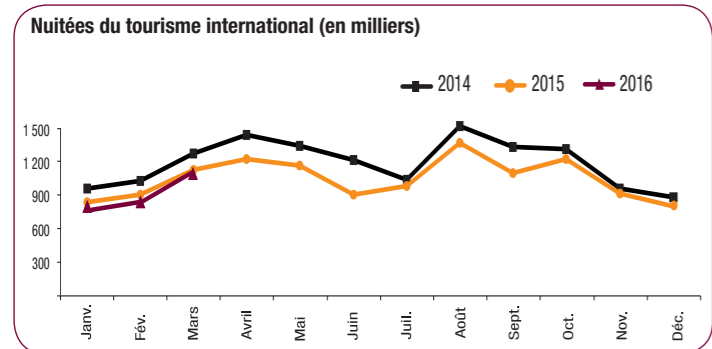
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à Mars		
	2015	2016	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	3 990	3 956	-1,6
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	2 863	2 729	-5,6

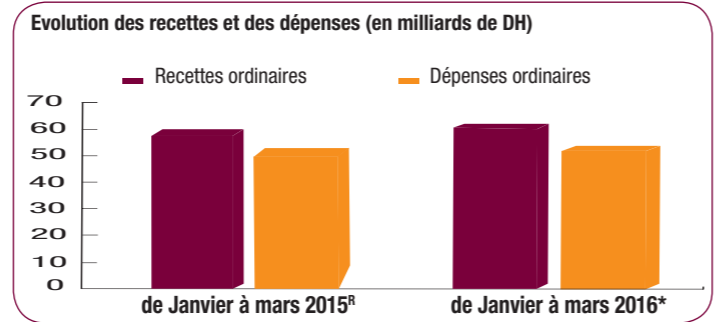
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

	Situation de janvier à Mars		
(En millions de dirhams)	2015 ^R	2016*	VAR.%
Recettes ordinaires	59 924	60 805	1,5
Dépenses ordinaires	52 294	54 383	4,0
Dettes publiques	6 105	7 366	20,7
Investissement	17 174	19 656	14,5
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-3 453	999	
Déficit / Excédent global	-12 998	-12 235	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

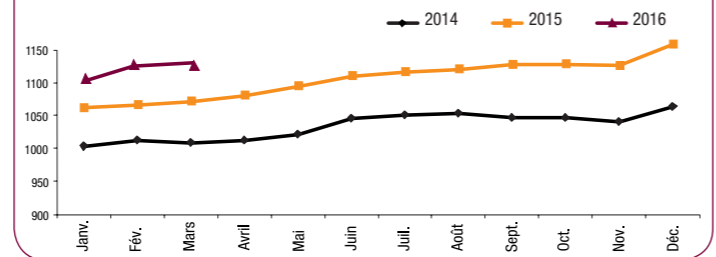


Monnaie

	Situation de Janvier à Mars		
(En millions de dirhams)	2015 ^R	2016*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 074 169	1 133 316	5,5
Agrégats de placements liquides	490 362	567 573	15,7
Contreparties de la monnaie M3 (1)	1 074 169	1 133 316	5,5
Créances sur l'économie	879 103	901 217	2,5
Créances nettes sur l'administration centrale	152 672	134 914	-11,6
Réserves Internationales Nettes	182 537	236 602	29,6
Ressources à caractère non monétaire	166 487	174 348	4,7
Autres contreparties de M3	26 344	34 932	32,6

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de Mars		
	2015 ^R	2016*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	4 827	3 997	-17,2
Capitalisation boursière (en millions de DH)	517 947	470 393	-9,2
Indice MASI	10 269,75	9 327,98	-9,2
Indice MADEX	8 428,42	7 610,53	-9,7
O.P.C.V.M.	29 Avril 2016	27 Mai 2016	VAR.%
Nombre	417	419	0,5
Actifs nets (en millions de DH)	353 107	355 294	0,6

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données nom disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AUPRES DES MENAGES Premier trimestre 2016

Les résultats de l'enquête permanente de conjoncture auprès des ménages, menée par le HCP, montrent qu'au premier trimestre de 2016, l'Indice de Confiance des Ménages (ICM), enregistrant son niveau le plus bas depuis le début de l'enquête en 2008, baisse de 5,5 points par rapport au quatrième trimestre de 2015 et de 2,1 points par rapport au même trimestre de l'année 2015.

C'est ainsi qu'au premier trimestre de 2016, l'ICM s'établit à 71,6 points, contre 77,1 points un trimestre auparavant et 73,7 points le même trimestre de l'année passée.

1. Evolution des composantes de l'ICM

• Niveau de vie : Ressenti d'une forte détérioration

Le premier trimestre de 2016, les perceptions par les ménages de l'évolution passée du niveau de vie se sont détériorées de 9,1 points par rapport au trimestre précédent et de 8,8 points par rapport au même trimestre de l'année passée.

La même tendance a été enregistrée pour les perspectives d'évolution du niveau de vie qui, atteignant leurs niveaux les plus pessimistes depuis 2008, ont connu une détérioration de 6,1 points par rapport au trimestre précédent et de 5,4 points par rapport au même trimestre de l'année précédente.

• Evolution du chômage : attentes plus pessimistes

Le premier trimestre de 2016, 75,2% des ménages s'attendent à une hausse du nombre de chômeurs pour les 12 mois à venir contre 7,5% qui pensent le contraire. Avec un niveau négatif de -67,7 points, le solde de cet indicateur, s'est détérioré de 3,6 points par rapport à un trimestre auparavant et de 2,5 points par rapport à un an auparavant.

• Une conjoncture toujours perçue comme moins propice à l'achat des biens durables

Un peu plus de 59% des ménages marocains considèrent, au premier trimestre de 2016, que le moment n'est pas opportun pour faire des achats de biens durables alors que 19,1% pensent le contraire. Le solde relatif à cet indicateur s'établit à -40,2 points en dégradation de 2,7 points par rapport au trimestre précédent et de 3,2 points par rapport au même trimestre de l'année précédente.

• Situation financière des ménages : en détérioration

Le premier trimestre de 2016, 59,2% des ménages considèrent que leurs revenus couvrent leurs dépenses, 34,0% d'entre eux déclarent s'endetter ou puiser dans leur épargne et 6,8% affirment pouvoir épargner une partie de leur revenu. Le solde de l'indicateur relatif à la situation financière actuelle des ménages s'établit à -25,4 points, en dégradation de 0,6 points par rapport au trimestre précédent et de 1,7 point par rapport au même trimestre de l'année passée.

ménages s'établit, ainsi, à un niveau négatif de -27,2 points, en dégradation de 1,5 point par rapport au trimestre précédent et en amélioration de 5,2 points par rapport au même trimestre de 2015.

Quant aux perceptions des ménages sur l'évolution passée de leur situation financière personnelle, le solde d'opinion atteste d'une détérioration aussi bien par rapport au trimestre précédent (-8,9 points) qu'au même trimestre de l'année précédente (-0,4 point).

De leurs parts, les opinions des ménages sur l'évolution future de leur situation financière personnelle ont connu une détérioration de 6,4 points par rapport au trimestre précédent et une amélioration de 1,1 point par rapport à un an auparavant.

2. Evolution d'autres indicateurs trimestriels de la perception de la conjoncture par les ménages

En plus des sept indicateurs composant l'ICM, l'enquête fournit des données trimestrielles sur la perception des ménages relatives à d'autres aspects de leurs conditions de vie. Il s'agit en particulier de la capacité des ménages à épargner et de l'évolution des prix des produits alimentaires.

• Capacité à épargner : même niveau de pessimisme

Le premier trimestre de 2016, 84,9% des ménages estiment ne pas pouvoir épargner au cours des 12 prochains mois contre 15,1% qui affirment le contraire. Le solde relatif à l'opinion des ménages sur leur capacité d'épargne, qui est de -69,7 points, enregistre une détérioration de 0,5 point par rapport au trimestre précédent et une amélioration de 0,1 point par rapport au même trimestre de l'année précédente.

• Augmentation attendue des prix des produits alimentaires

Le premier trimestre de 2016, 86,4% des ménages estiment que les prix des produits alimentaires ont augmenté durant les 12 derniers mois, 12,7% jugent qu'ils ont stagné et 0,9% croient qu'ils ont baissé. Avec un niveau de -85,5 points, le solde de cet indicateur a quasi stagné par rapport au trimestre précédent mais s'est amélioré de 1,7 point par rapport au même trimestre de 2015.

S'agissant des perspectives d'évolution des prix des produits alimentaires, 80,2% des ménages pensent qu'ils continueront à augmenter dans le futur contre 18,8% qui prévoient leur stagnation et 1% leur baisse.

Avec -79,3 points, le niveau le plus bas depuis 2008, le solde relatif aux perspectives d'évolution des prix perd 4,1 points par rapport au trimestre précédent et 2,1 points par rapport au même trimestre de l'année passée.

Evolution de l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) et de ses composantes

Indicateur	2012				2013				2014				2015				2016
	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1
Indice de confiance des Ménages	82,9	80,7	77,6	78,4	75,8	74,3	75,4	74,2	74,1	74,0	73,1	71,6	73,7	76,1	76,3	77,1	71,6
Perspectives d'évolution du nombre de chômeurs	-44,1	-48,6	-56,7	-58,1	-61,7	-67,8	-69,8	-68,2	-69,1	-66,5	-68,8	-68,0	-65,2	-67,1	-66,2	-64,1	-67,7
Evolution passée du niveau de vie en général	-26,2	-21,8	-27,9	-28,1	-29,2	-23,1	-21,2	-19,9	-18,1	-17,7	-17,4	-16,5	-14,1	-12,8	-15,1	-13,8	-22,9
Perspectives d'évolution du niveau de vie en général	11,2	9,0	-3,2	-1,2	-5,1	-4,2	-3,1	-7,9	-11,4	-13,1	-13,1	-12,7	-8,8	-7,3	-7,7	-8,1	-14,2
Opportunité d'achat	-32,5	-37,4	-29,5	-29,3	-28,3	-31,7	-29,5	-31,8	-31,3	-28,9	-33,1	-38,1	-37	-36,0	-34,2	-37,5	-40,2
Situation financière actuelle des ménages	-25,4	-31,0	-30,8	-29,4	-29,8	-30,2	-29,5	-29,5	-31,3	-29,7	-28,3	-30,6	-32,4	-28,0	-25,1	-25,7	-27,2
Evolution passée de la situation financière des ménages	-14,1	-16,6	-16,7	-15,7	-19,6	-23,8	-21,9	-21,9	-21,3	-23,3	-25,8	-29,2	-27,0	-20,2	-20,8	-18,5	-27,4
Evolution future de la situation financière des ménages	11,2	11,1	7,7	10,6	4,5	0,7	2,8	-1,7	1,2	-2,7	-1,5	-3,9	0,1	4,2	3,3	7,6	1,2
Autres soldes																	
Evolution future des prix des produits alimentaires	-69,8	-71,5	-73,6	-70,0	-76,1	-73,4	-76,0	-76,0	-77,6	-78,0	-76,9	-77,2	-77,2	-75,6	-75,3	-75,2	-79,3
Evolution passée des prix des produits alimentaires	-91,6	-91,1	-91,7	-90,6	-91,6	-88,9	-90,5	-90,8	-89,4	-84,1	-81,8	-84,5	-87,2	-85,3	-84,3	-85,4	-85,5
Capacité à épargner des ménages dans les mois à venir	-62,5	-63,5	-65,3	-64,5	-67,0	-70,3	-69,1	-66,7	-66,6	-70,2	-74	-71,1	-69,8	-67,4	-70,6	-69,2	-69,7

Source : Haut-Commissariat au Plan, Direction de la Statistique, (Enquête de conjoncture auprès des ménages).